



Maître d'Ouvrage :
Ministère de la Justice
Délégation interrégionale de Paris - Ile de France
Département de l'immobilier de Paris

Extension du Tribunal Judiciaire d'Evry



Maîtrise d'œuvre

B+A
ARCHITECTES

B+A ARCHITECTES
Architecte - Mandataire
61 Avenue Philippe Auguste
75011 Paris

SAS MIZRAHI
BET TCE - Economie - SSI

SLG PAYSAGE
Paysagiste

CLARITY
BE Acoustique

GRSP INGENIERIE
BE Désamiantage

SXD SAS
BIM Management

150 bd du Général de Gaulle
92380 Garches

48 rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

202 avenue Jean Jaurès
75019 Paris

95 avenue Roger Salengro
91600 Savigny-sur-Orge

46-48 avenue du Général Leclerc
92100 Boulogne-Billancourt

PHASE DCE
JUN 2025

NOTICE DE SECURITE – BATIMENT EXISTANT

AT.3 - NOTICE DE SECURITE ERP

SOMMAIRE

1.	OBJET DE L'AUTORISATION DE TRAVAUX ERP.....	3
1.1.	CONTEXTE DE L'OPERATION / ETAT INITIAL.....	3
1.2.	CADRE DU DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE	5
1.3.	INFORMATION SUR LE PERMIS DE CONSTRUIRE (en cours d'instruction) DE L'EXTENSION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DEPOSE EN PARALLELE DE LA PRESENTE AUTORISATION DE TRAVAUX	5
2.	CONSEQUENCE VIS-A-VIS DES REGLES INCENDIE DES TRAVAUX DE MISES AUX NORMES	7
2.1.	BATIMENT ADMINISTRATIF	7
2.2.	BATIMENT AUDIENCES	9

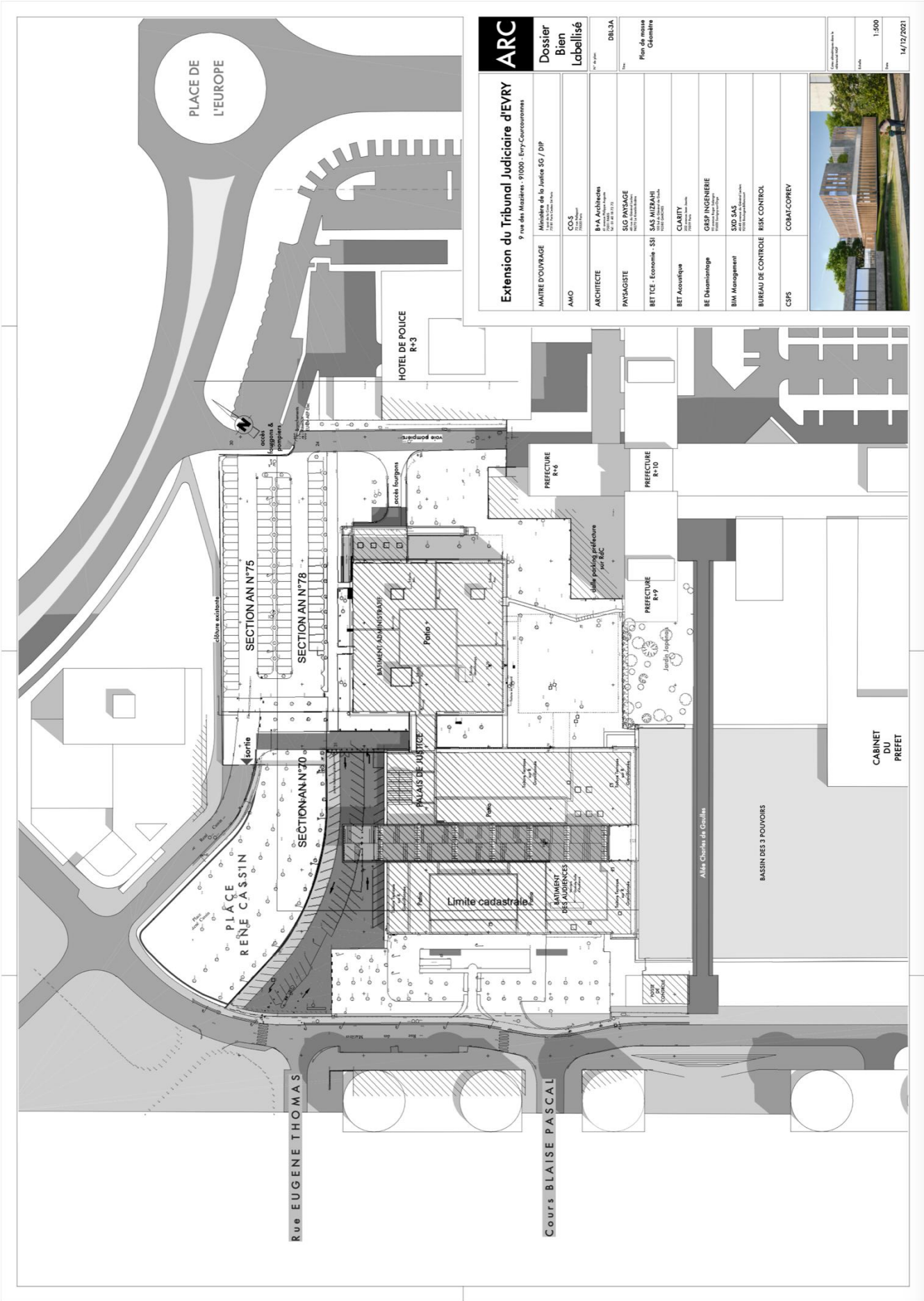
1. OBJET DE L'AUTORISATION DE TRAVAUX ERP

1.1. CONTEXTE DE L'OPERATION / ETAT INITIAL

Inauguré en 1976, le Tribunal Judiciaire d'Evry se situe au cœur de la Cité Administrative conçu par l'Architecte Guy Lagneau. Le Tribunal est composé aujourd'hui de deux grandes entités :

- Un Bâtiment d'Audiences en RdC et sous-sol partiel comportant :
 - Une Grande Nef centrale dédiée à la Salle des Pas Perdus ouvert d'un côté sur le Parvis de la Place René Cassin et du bassin des Trois Pouvoirs de l'autre,
 - Les Salles d'Audiences Civiles et Pénales situées de part et d'autre de la Salle des Pas Perdus,
 - Les Bureaux de l'Ordre des Avocats donnant sur le bassin,
 - Les circulations sécurisées des détenus en sous-sol reliant le dépôt aux Box des Salles.
- Un Bâtiment Administratif R+4 + Sous-Sol comportant :
 - Le service d'accueil au RDC,
 - La zone de sûreté regroupant le dépôt avec les cellules au RDC côté Hôtel de Police,
 - Le Tribunal pour Enfant au R+1,
 - Les bureaux des magistrats dans les étages.

Ces deux bâtiments sont reliés par une galerie RdC contenant la cafétéria située à proximité du parvis et du parking des utilisateurs.



Plan Géomètre de l'Existant

MAITRE D'OUVRAGE
MAITRE D'ŒUVRE

MINISTRE DE LA JUSTICE
B+A ARCHITECTES / SLG PAYSAGE / SAS MIZRAHI / CLARITY /
GRSP INGENIERIE / SXD SAS

D'un point de vue incendie, le site actuel est composé de deux entités formant des tiers :

- . Bâtiment Administratif classé en ERP 2ème catégorie de type W avec activité de type L
- . Bâtiment Audience classé en ERP 2ème catégorie de type L

1.2. CADRE DU DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE

Le Tribunal judiciaire fait l'objet d'une Ad'AP sur les bâtiments existants. En 2019, un diagnostic accessibilité répertoriant l'ensemble des non-conformités PMR a été produit par un Bureau de Contrôle agréé. L'objet de la présente Autorisation de Travaux a pour objectif de décrire les futurs travaux de mises aux normes.

Ces travaux concernent les zones accessibles aux publics telles que décrites dans les plans de zoning.

1.3. INFORMATION SUR LE PERMIS DE CONSTRUIRE (en cours d'instruction) DE L'EXTENSION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DEPOSE EN PARALLELE DE LA PRESENTE AUTORISATION DE TRAVAUX

Il est à noter, qu'en parallèle de la présente demande d'AT ERP, une demande de Permis de Construire (PC 091 228 22 00005) concernant un projet d'extension du Tribunal est en cours d'instruction. Les pièces graphiques de cette AT font apparaître le projet afin d'avoir une vision globale de la situation du futur Tribunal Judiciaire :

- Une extension R+3 avec un sous-sol partiel comportant 2 nouvelles salles d'Audiences Pénales reliées à la Salle des Pas Perdus par une nouvelle galerie RdC et des bureaux dans les étages reliés par une galerie et une passerelle au Bâtiment Administratif,
- Une extension RdC + sous-sol partiel du dépôt, rattachée au RDC du bâtiment Administratif avec de nouvelles cellules et espaces sécurisés,
- Le réaménagement du Parvis existant qui devient 100% piétons, avec reprise de la mise à niveau des pavés et enrobés jusqu'au seuil d'entrée du Tribunal,
- Le réaménagement du Parking utilisateur existant qui passe à 186 places dont 6 PMR avec la création d'un accès via le boulevard de l'Europe. La sortie côté rue René Cassin est conservée afin de fluidifier et de sécuriser les entrées et sorties des magistrats par deux issues,
- La mise en sécurité des toitures avec la pose de garde-corps et de lisses prévue sur les bâtiments existants.

Le bâtiment existant est aujourd'hui labellisé « Architecture Contemporaine Remarquable », notamment pour la qualité architecturale de ses espaces publics - salle des pas perdus / salles d'audience.

Par conséquent, la présente AT cherche à rendre ces espaces accessibles dans le respect de leur cohérence architecturale, ce qui implique des dispositions dérogatoires.

Il est à noter que le bâtiment existant sera progressivement adapté aux nouveaux programmes des Palais de Justice qui visent une stricte séparation entre les espaces publics et les espaces tertiaires pour des raisons de sûreté et de sécurité incendie. Ainsi, les espaces publics dans le bâtiment administratif sont donc amenés à disparaître. Cependant, l'accueil au RdC et le TPE au R+1 ont été réaménagés récemment et sont donc inclus dans la présente AT.

Enfin, le projet d'extension du Tribunal propose deux salles d'audience et des espaces publics accessibles, et règle la problématique d'accès au bâtiment existant par le nivellement du parvis jusqu'au seuil d'entrée.

Le projet décrit dans la demande de Permis de Construire répond aux normes incendie (CF notice de sécurité PC.40).

La demande d'Autorisation de Travaux ERP ne traitera donc que des parties existantes non impactées par le PC en cours d'instruction.

2. CONSEQUENCE VIS-A-VIS DES REGLES INCENDIE DES TRAVAUX DE MISES AUX NORMES

2.1. BATIMENT ADMINISTRATIF

Conception et desserte - CO 1 à CO 5 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Isolement vis-à-vis des tiers - CO 6 à CO 10

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Résistance au feu des structures - CO 11 à CO 15 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Couvertures - CO 16 à CO 18

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Façades - CO 19 à CO 22

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Distribution intérieures - CO23 à CO 26 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Locaux à risques particuliers - CO 27 à CO 29 - L8 à L9 - DECRET 92-332 ARTICLE 6

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Espaces d'attente sécurisés (CO 57 à 59)

L'évacuation différée concerne les personnes en fauteuil roulant ;

Il est prévu conformément à l'article CO 57 – 58 – 59 actuellement les dispositions suivantes :

Niveau R+4 – R+3 -R+2 : Zone code du travail

- . S'agissant d'une zone code du travail, la connaissance précise, du nombre de personnes en situation d'handicap présent dans l'établissement, de la nature de leur handicap, et la tenue d'exercices périodiques d'évacuation doivent permettre d'assurer efficacement leur mise en sécurité.
- . Faisant appel à l'esprit de solidarité, l'évacuation générale sera donc privilégiée.

Niveau R+1 – zone ERP

- Dans le cadre de travaux réalisés en 2017 et qui ont fait l'objet d'un dossier d'aménagement d'un ERP , il a été mis en place deux EAS (Espace d'attente Sécurisé) situés dans les salles Archives/Copieur et Salle de convivialité au niveau R+1.
- Ces deux espaces ont été munis de parois CF1h , d'interphone, d'extincteurs et blocs de secours
- Ces travaux ont fait l'objet d'une réception avec avis favorable de la part de la commission Communale de sécurité contre les risques d'incendie et de Panique dans les ERP le 6 juillet 2017 – n°E22800263-0000-0-17220167.

Niveau RDC : Zone ERP

- La zone accessible au public donne de plain-pied directement sur l'extérieur. Il est donc demandé à la commission l'accord de ne pas prévoir de disposition particulière.

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Comportement au feu des matériaux - AM 1 à AM 19

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Désenfumage – DF1 à DF 8

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Chauffage - Ventilation - CH 1 à CH 58

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Hydrocarbures - gaz combustibles (GZ 1 à 30)

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Installations électriques – éclairage – EL 1 à EL 18

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Ascenseurs AS 1 à AS 11 - DECRET 92-332 article 8

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration - Gc 1 à Gc19

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Moyens de secours contre l'incendie - MS 1 à ms 74 / (R 235-4 sous section 7)

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

2.2. BATIMENT AUDIENCES

Conception et desserte - CO 1 à CO 5 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Isolement vis-à-vis des tiers - CO 6 à CO 10

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Résistance au feu des structures - CO 11 à CO 15 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Couvertures - CO 16 à CO 18

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Façades - CO 19 à CO 22

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Distribution intérieures - CO23 à CO 26 / R 235-4-14

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Locaux à risques particuliers - CO 27 à CO 29 - L8 à L9 - DECRET 92-332 ARTICLE 6

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Espaces d'attente sécurisés (CO 57 à 59)

L'évacuation différée concerne 2 types de populations :

- les personnes en fauteuil roulant ;
- les prévenus gardés et leurs escortes.

1 - Les personnes en fauteuil roulant :

Il est prévu conformément à l'article CO 57 – 58 – 59 les dispositions suivantes :

- La zone accessible au public donne de plain-pied directement sur l'extérieur. Il est donc demandé à la commission l'accord de ne pas prévoir de disposition particulière.

2 - Les prévenus gardés et leurs escortes :

L'évacuation des prévenus gardés s'effectue de manière différée de la manière suivante d'après le protocole propre :

- Le document interdit formellement d'évacuer les détenus présents en salle d'audience par la zone détenu et préconise de les faire sortir par la même issue de secours que le public des salles d'audiences.
- Dans un premier temps, pour les détenus qui seraient dans les box – volume ouvert vers les salles d'audiences, ils sont maintenus en salle d'audience le temps de l'évacuation du public.

- . Dans un deuxième temps, Ils sont ramenés par une escorte à un point de rassemblement situé côté Conseil départemental accessible par les portes vitrées situées au fond de la salle des pas perdus du bâtiment existant.
- . L'évacuation des prévenus handicapés est réalisée sur le même principe que pour les autres prévenus.

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Comportement au feu des matériaux - AM 1 à AM 19

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Désenfumage – DF1 à DF 8

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Chauffage - Ventilation - CH 1 à CH 58

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Hydrocarbures - gaz combustibles (GZ 1 à 30)

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Installations électriques – éclairage – EL 1 à EL 18

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Ascenseurs AS 1 à AS 11 - DECRET 92-332 article 8

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Installations d'appareils de cuisson destines à la restauration - Gc 1 à Gc19

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.

Moyens de secours contre l'incendie - MS 1 à ms 74 / (R 235-4 sous section 7)

Les dispositons existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des présents travaux.